

DECLARATION du MALI

Point II « L'Etat de la Sécurité alimentaire et la Nutrition dans le monde 2021, ses implications au regard des politiques et le rôle du CSA dans le contexte de la COVID 19 ».

Bonjour à tous,

Le Mali remercie le secrétariat du CSA pour la qualité des documents mis à notre disposition.

Je profite de cette occasion pour exprimer toute la satisfaction de mon pays comme membre du Bureau du CSA d'avoir travailler avec le Dr Tanawat president sortant pendant ces deux années.

Je m'aligne sur la déclaration faite par le Kenya au nom du groupe régional Africain

Selon le rapport SOFI 2021, c'est l'Afrique qui a connu la plus forte poussée de la faim, avec une prévalence de la sous-alimentation estimée à 21 pour cent de la population, une proportion qui est plus du double de celle de toutes les autres régions. Cela est préoccupant et interpelle.

L'impact économique du COVID 19 sur l'Afrique a été très sévère compte tenu des conditions initiales déjà fragiles, notamment la faiblesse des systèmes de santé, le niveau élevé de pauvreté ainsi que la marge de manœuvre budgétaire déjà réduite par la dette.

Le COVID-19 a augmenté de façon exponentielle les problèmes de sécurité alimentaire du continent africain qui n'était guère reluisante. En outre la crise met un accent sur la nécessité de renforcer les industries agricoles et alimentaires de l'Afrique afin de réduire la dépendance aux importations de denrées alimentaires en provenance de l'extérieur du continent. L'impossibilité d'importer des denrées alimentaires en raison de restrictions logistiques a provoqué de nouvelles pénuries car, selon le Forum économique mondial (WEF), l'Afrique est plus dépendante des importations de denrées alimentaires en provenance de l'extérieur que des denrées alimentaires fabriquées localement. Aussi le manque à gagner de l'apport financier de la diaspora africaine a impacté négativement sur l'économie du Continent surtout l'Afrique de l'Ouest.

La récession économique due au COVID a des impacts très inégaux entre pays, y compris sur les moyens budgétaires pour assurer la sécurité alimentaire. C'est pour cela que des orientations coordonnées au niveau mondial, avec la participation des différents instances des Nations Unies qui s'occupent de ces différents secteurs, est nécessaire et utile.

La plupart de pays ont réagit à COVID-19 à leur niveau, mais ils ont besoin d'orientations cohérentes et coordonnées du niveau mondial pour soutenir leurs efforts. Le CSA est le lieu le plus approprié pour développer ces orientations vu son mandat pour la coordination et la cohérence des politiques concernant les systèmes alimentaires, son inclusivité et la voix privilégiée qu'il accorde aux femmes et hommes qui produisent la part la plus importante des aliments consommés dans le monde.

Nous saluons le Task force L'Union Africaine - FAO mis en place sur les impacts du COVID sur l'alimentation. Nous estimons qu'il faut ouvrir cette task force aux autres agences concernées et parties prenantes et agir pour que le CSA 49 adopte une décision de travailler sur la préparation d'une orientation politique coordonnée au niveau mondial concernant les impacts de COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition. **Nous ne proposons pas un autre processus de consensus politique négocié**, mais simplement une opération consistant à rassembler en un tout cohérent les instruments politiques déjà adoptés par le CSA et d'autres agences des Nations unies et à les aligner sur les besoins des États membres et des autorités/communautés locales en termes d'orientation politique globale. Nous plaidons pour que plus de ressources soient mis à la disposition du CSA pour pleinement jouer son rôle.

Je vous remercie.

